

Quelques précisions sur l'anti-travail

L'émission « Sortir du Capitalisme » (sur Radio Libertaire) m'a demandé de faire une présentation sur l'anti-travail à partir de la brochure que j'avais publiée chez Echanges et Mouvement en 2005 (voir <http://www.hicsalta-communisation.com/bibliotheque/aux-origines-de-lanti-travail>). A la relecture, il est apparu qu'il y avait lieu de corriger ou de préciser certains points de vue d'alors. Je me suis efforcé de le faire au cours de l'émission, dont on trouvera l'enregistrement à l'adresse suivante: http://sortirducapitalisme.fr/media/com_podcastmanager/astarian.mp3. Le texte ci-dessous reprend la même démarche (quelques paragraphes en italique sont repris sans changement de la brochure de 2005).

Introduction :

Il règne une certaine confusion sur la notion d'anti-travail. Ma brochure « Aux origines de l'anti-travail » (Echanges et Mouvement, (2005) n'y échappe pas. La confusion consiste à ne pas spécifier suffisamment la notion d'anti-travail. D'une part, elle consiste à placer dans la même catégorie que l'anti-travail des comportements comme la paresse du salarié, qui cherche normalement à en faire le moins possible, ou comme la préférence pour le chômage (indemnisé) ou la vie à la marge. Ces pratiques de refus du travail de résistance, sont vieilles comme le prolétariat et ne définissent pas l'anti-travail moderne. D'autre part, la confusion consiste à mettre dans la catégorie de l'anti-travail des pratiques de résistances à l'exploitation qui sont en réalité *pro-travail*, comme le luddisme par exemple. Or je crois qu'il vaut mieux garder le terme d'anti-travail pour les luttes de notre époque (depuis les années 68') qui montrent que le prolétariat n'est plus la classe qui s'affirmera dans la révolution comme celle du travail hégémonique, comme celle qui rendra le travail obligatoire pour tout le monde et qui remplacera la bourgeoisie à la direction de l'économie.

Pour mieux comprendre la spécificité qu'il faut attacher au terme d'anti-travail, une mise en perspective historique est nécessaire. Précisons qu'on s'intéresse ici aux luttes qui ont lieu dans l'atelier, contre les modalités habituelles du rapport entre les travailleurs et leurs moyens de travail (absentéisme, sabotage, indiscipline en général).

1 - Le luddisme

Le luddisme est souvent identifié à une réaction spontanée et rageuse des ouvriers anglais du début du 19^e siècle contre l'introduction de machines nouvelles. Le fait qu'ils aient cassé des machines fait penser à certaines formes modernes de sabotage, notamment dans le travail à la chaîne. Cette appréciation, qui n'est pas exacte, explique que le luddisme soit alors assimilé à l'anti-travail.

Rappelons les principaux traits du luddisme (<http://www.hicsalta-communisation.com/histoire/fausse-actualite-du-luddisme>). Il comporte trois épisodes, tous au cours des années 1810 :

- Les stockingers (tricoteurs de bas) de Nottigham : outre les problèmes habituels de salaire ou de tarif, ils s'opposent au cut-up (fabrication de bas cousus à partir de pièces de tissus tricotées « à plat »), et au colting (emploi de trop nombreux apprentis). Leurs luttes pour défendre la qualification de leur travail les amène à casser des machines *qui ne sont pas nouvelles*. Ils luttent contre des pratiques de travail et d'exploitation.
- Les croppers (tondeurs de drap) du West Riding : ils sont en opposition au *gig mill* (machine qui n'est pas nouvelle) et à la *shearing frame* (plus récente). Ces deux machines permettent de se passer de leur travail (très qualifié).
- Les tisserands de coton du Lancashire : leur cas est plus complexe, mêlant émeutes de la faim, revendications salariales et opposition au premier métier à vapeur.

La violence contre les machines ne doit pas faire illusion : le luddisme est pro-travail. Il défend la

Quelques précisions sur l'anti-travail

qualification contre le machinisme, mais aussi et peut-être surtout contre le travail de mauvaise qualité (*cut-up*), qui favorise l'emploi de travailleurs non qualifiés (*colting*), voire de femmes ! Son contenu n'est qu'apparemment apparemment anti-travail. Le luddisme défend le travail à l'ancienne. Il affirme la dignité du travailleur contre la déqualification et, éventuellement, le machinisme. Cela passe par une activité politico-syndicale qui s'associe à la violence contre patrons et machines. Le luddisme a été actif dans les courants syndicaux clandestins, et il ne s'est pas opposé à de longues, coûteuses et vaines campagnes de lobbying parlementaire. Les destructions de machine n'étaient pas des mouvements de rage spontanée, mais des opérations minutieusement organisées. C'est enfin ce qui explique que les luddites ne cassaient pas les machines sur lesquelles ils travaillaient, mais seulement celles de patrons ou de travailleurs fautifs soit d'employer des machines proscrites soit de fabriquer des marchandises de qualité inférieure, soit de travailler en-dessous du tarif. La revendication d'un travail de bonne qualité, exécuté selon les méthodes du travail qualifié et payé convenablement, voilà ce qui caractérise aussi le luddisme.

2 - Le sabotage selon Pouget et Smith

Pouget a fait entrer le sabotage dans le discours syndical au congrès de la CGT de 1897. Sa brochure *Le Sabotage* a connu depuis un nombre incalculable de ré-éditions. Pouget est régulièrement invoqué comme le précurseur des OS (ouvriers spécialisés, en fait non qualifiés) d'aujourd'hui. Son sabotage est souvent posé comme fondateur de l'anti-travail. Il faut y regarder de plus près. Le sabotage invoqué par Pouget (1911) n'est pas anti-travail, il est anti-patron.

Payez au travailleur un bon salaire, et il vous fournira ce qu'il y a de mieux comme travail et comme adresse.

Payez au travailleur un salaire insuffisant et vous n'aurez pas plus le droit d'exiger la meilleure qualité et la plus grande quantité de travail que vous n'en avez eu à exiger un chapeau de 5 francs pour 2 Fr 50.

Pouget veut surtout montrer que le sabotage est une façon efficace de faire plier les patrons sur des questions de salaire etc. De plus, le sabotage fait la preuve de la maîtrise qu'ont les travailleurs de la production au travers de leurs syndicats. Le sabotage de Pouget n'est pas rageur et destructif. Il est calculé, préparé. Il participe de la maîtrise qu'ont les travailleurs de leur travail, aussi bien comme technique que comme organisation collective.

Dans sa brochure, Pouget cite de nombreux exemples, pratiquement tous de travailleurs qualifiés. Et souvent ce ne sont pas des cas avérés de sabotage, mais des idées, des propositions sur ce que les travailleurs pourraient faire. Son sabotage vient en soutien de revendications, en préparation d'une grève (prévention des jaunes). Pour Pouget, le sabotage est principalement le ralentissement de la production. Il mentionne aussi la baisse de la qualité du travail (pour ceux qui travaillent aux pièces), donc les dommages aux marchandises produites. La destruction partielle ou totale, réversible ou non, des moyens de production est moins souvent citée. Mais même dans ce cas, il n'y a pas d'hostilité particulière vis à vis du travail. Et Pouget cite, en l'approuvant, un syndicaliste des chemins de fer :

« Il faudrait des camarades parmi les professionnels qui, connaissant le mieux les rouages du service, sauraient trouver les endroits sensibles, les points faibles, frapperaient à coup sûr *sans faire de destruction imbécile* et, par leur action efficace, adroite et intelligente autant qu'énergique, rendraient, d'un seul coup, inutilisable pour quelques jours le matériel indispensable... » (souligné par Pouget)

Aux Etats-Unis, le texte de Pouget a été largement repris par Walker C. Smith, membre des

Quelques précisions sur l'anti-travail

International Workers of the World. Mais Smith est plus explicite que Pouget sur la disposition pro-travail du sabotage. Il s'appuie sur la maîtrise qu'ont les travailleurs des procédés de production pour invoquer un « sabotage constructif » : le sabotage organisé renforce la solidarité entre les travailleurs et leur donne un contrôle supplémentaire sur la production. Il appelle aussi sabotage constructif le fait d'améliorer discrètement la qualité des produits qui sont vendus aux travailleurs et que les patrons frelatent pour augmenter leurs profits. Il conclut :

Si la situation évolue selon son cours actuel, comprenant la possibilité d'un contrôle toujours plus grand des travailleurs sur leur industrie, alors la tactique de lutte se développera en fonction de ça, et le sabotage constructif en fera partie. (WC Smith : *Sabotage, its history, philosophy and fonction*, 1913).

Au tournant du 20^e siècle, le sabotage a participé à l'affirmation de la centralité du travail dans la société capitaliste d'alors. Les travailleurs (en tout cas ceux qui sont mentionnés dans les deux textes) ont une autonomie relative dans leur activité. Ils exercent un contrôle certain sur leur rythme de travail et sur sa qualité. Les travailleurs savent comment les marchandises sont techniquement produites. Le sabotage consiste à faire baisser quantité et/ou qualité, ce qui bien sûr ennuie le patron. Mais ce sabotage fait aussi la preuve de la possibilité d'un contrôle des travailleurs sur la production et, par extension, sur la société dans son ensemble. Le sabotage de Pouget et de Smith fait partie du projet programmatique de révolution ouvrière.

Pour autant que les procédés de production sont concernés, nous sommes en possession de l'industrie. Et cependant nous n'avons ni sa propriété ni son contrôle, à cause d'une croyance absurde dans les droits de propriété » (WC Smith).

Le combat des luddites s'inscrit dans un mouvement plus général de formation des syndicats et partis de la classe ouvrière anglaise. De la même façon, le « sabotage constructif » fait partie du développement du mouvement ouvrier en ce qui devrait devenir une grande armée disciplinée apte à prendre le pouvoir. L'évolution vers le syndicalisme d'industrie va dans ce sens. Les luttes des ouvriers qualifiés syndiqués ont été un moment formateur du syndicalisme d'industrie. En effet, la résistance des ouvriers de métiers étant fractionnée par petits groupes de travailleurs relativement spécialisés, certains conflits n'ont pu se développer qu'en fédérant plusieurs syndicats de métiers sous une même ombrelle.

*Dans un même établissement ou dans une même ville, les ouvriers sont divisés en multiples syndicats professionnels, et la condition du succès de leurs revendications est que leurs arrêts de travail ne se limitent pas à leur spécialité ni à leur établissement. La pratique des grèves spontanées de solidarité, contre l'avis des syndicats, amènera d'ailleurs ceux-ci à évoluer vers le syndicalisme d'industrie pour prévenir et encadrer ces mouvements. « Les actions de solidarité entre machinistes, fondeurs, polisseurs, forgerons, modeleurs et chaudronniers étaient fréquentes depuis longtemps. Une ligue de leurs leaders syndicaux nationaux existait depuis 1894. Mais le mouvement pour le regroupement formel d'une fédération dotée de conseils locaux, qui commença en 1901 et déboucha sur une convention en 1906, visait à promouvoir l'arbitrage des conflits et la négociation conjointe, à réprimer les grèves de solidarité tout autant qu'à regrouper les syndicats » (David Montgomery : *Workers control in America*, Cambridge 1979).*

Le mouvement ouvrier évolue peu à peu vers une affirmation de plus en plus centrale et organisée de la classe. Le sabotage constructif s'inscrit dans cette logique. La finalité des pratiques de ralentissement et de sabotage n'est pas de rejeter le travail. « La principale préoccupation des révolutionnaires est que le sabotage détruise le pouvoir des maîtres de telle façon que les travailleurs gagnent un plus grand contrôle industriel » (WC Smith). Loin d'être anti-travail, le sabotage participe de la préparation du prolétariat à l'hégémonie du travail dans la société future.

Quelques précisions sur l'anti-travail

Avant de changer de période historique, signalons au passage que *Le Droit à la Paresse*, de Paul Lafargue, n'est pas un texte anti-travail, mais un texte qui revendique le travail avec modération. (cf. <http://www.hicsalta-communisation.com/textes/etrange-popularite-du-droit-a-la-paresse-de-p-lafargue>).

3 - La résistance au travail face à l'OST et au fordisme

Signalons aussi *Le Travail est un Crime*, de Herman Schuurman. Publié dans les années 1920 par le groupe hollandais Mokers Groep. Ce texte est remarquable pour son époque. Il exprime le dégoût du travail sans revendiquer le loisir. Il est contre l'école, contre le sport, contre les grèves longues, contre la période de transition, pour le vol, pour le sabotage. Mais le Mokers Groep développe ces idées en l'absence de tout mouvement réel allant dans ce sens dans la société hollandaise de son époque. Son anti-travail n'arrive donc pas à se dégager de principes conseillistes et se réduit presque à une attitude individuelle. (voir <https://www.editionsantisociales.com/pdf/letravailestuncrime.pdf>)

3.1 - Des origines aux années 68'

Notons d'abord que la résistance à l'introduction de l'OST par les ouvriers de métier, qu'elle voulait éliminer, n'a pas donné lieu à des luttes massives. Mais elle a, de nouveau, poussé le syndicalisme américain à la transition vers les syndicats d'industrie au travers des *system federations*, sortes d'inter-syndicales de métier qui se forment notamment dans des luttes contre l'introduction du chronométrage.

De son côté, la résistance des ouvriers non qualifiés que l'OST vise à exploiter a été rapide.

Rappelons que le fameux *Five Dollars Day* proposé par Ford en 1914 n'a rien d'un cadeau. *Ford cherche alors à régler un problème de turnover massif, lié au travail à la chaîne: entre octobre 1912 et octobre 1913, il a dû embaucher 54.000 ouvriers pour couvrir 13.000 postes. Et le jour de janvier 1914 où Ford annonce la journée de 8 heures à 5 dollars, il y a des bagarres entre ouvriers pour pénétrer dans l'usine. Ford profite de cet enthousiasme pour trier les candidats en fonction de leur moralité, envoyant plus de 100 sociologues maison enquêter dans les foyers pour repérer les alcooliques, ceux dont les logements sont plus ou moins propres et les enfants plus ou moins bien tenus. Il crée ensuite des cours d'anglais obligatoires pour les immigrants récents, et fait une grande fête fascisante pour la remise des diplômes de la première promotion, avec défilé de six mille ouvriers pour célébrer cet « americanization day ».*

Malgré l'enthousiasme des ouvriers, y compris qualifiés, pour les salaires du fordisme, les contraintes qu'impliquent l'OST et le travail à la chaîne ne vont pas tarder à faire apparaître des formes de luttes spécifiques. Le turnover massif en est déjà une, dès avant la première guerre. Dans les années 20', une étude sur l'OST (et un peu sur le fordisme) dénonce les pratiques de triche et de freinage. L'auteur en explique le développement par la faiblesse des patrons à s'y opposer tant ils sont déjà satisfaits des importants gains de productivité obtenus par le seul chronométrage. Il est vrai qu'il s'étonne aussi que « parfois, le freinage résulte de la simple perversité : une désinclination à travailler ardemment »! (Stanley Matthewson : *Restriction of output among unorganized workers*, New York 1931, p.123)

Le même auteur pense que la bonne façon de lutter contre le freinage qu'il observe dans des usines taylorisées est de passer au fordisme. C'est alors le convoyeur qui détermine le rythme du travail et il ne peut plus y avoir de freinage. Il cite cependant le cas d'une usine fordisée où les ouvrières ont une série trop longue de gestes à faire, de sorte qu'elles prennent du retard. Périodiquement, elles jettent une pièce dans les rouages de la chaîne pour qu'elle s'arrête. C'est ici que, dès cette époque,

Quelques précisions sur l'anti-travail

apparaît une forme de sabotage qui est anti-travail.

Le capitalisme de la domination formelle a dépossédé l'artisan de ses moyens de production, mais lui a laissé sa qualification. La domination réelle du capital sur le travail va opérer une deuxième dépossession et priver le travailleur salarié de ses qualifications. Dans le travail à la chaîne, le travailleur n'a de contrôle ni sur ses temps ni sur ses méthodes de travail (on verra plus loin que cette « deuxième dépossession » ne se fait pas d'un coup et que le capital s'efforce continuellement de gratter sur ce qui reste d'autonomie au travailleur fordisé ou post-fordisé). Le travail devient un geste élémentaire, dont la nature et le rythme sont contrôlés par la machinerie. Les qualifications du travail ont été intégrées dans la machine, dans le capital fixe. Il en résulte que le contenu du travail vivant n'est plus que de faire exister ces « qualifications » du capital fixe. Si le travail vivant veut ajuster son geste en quantité, il n'a qu'une option : s'arrêter. Et s'il veut l'ajuster en qualité, la seule option est de saboter. Inversement, si l'ouvrier veut travailler - parce qu'il a besoin d'argent - sa seule qualification est de « tenir le coup ». Dans ces conditions, être contre le capital, c'est forcément être contre le travail, dont les attributs sont dans la machinerie. Ce n'est pas vouloir travailler pour son propre compte. Les travailleurs qualifiés du 19^e siècle pouvaient opposer au capital un projet de société fondé sur ce qu'ils étaient. Pas les OS du 20^e et du 21^e siècle. Eux n'ont pas de projet coopérativiste ou autogestionnaire.

Ce qui reste au travail vivant, les gestes répétitifs qu'on impose aux travailleurs et qui les épuise physiquement et psychologiquement, ces gestes ne sont l'objet d'aucune fierté mais de dégoût, de rejet. Le sabotage, qui était un des moyens dont le prolétariat se servait pour lutter contre le capital continue de servir, mais devient anti-travail. Le sabotage à la Pouget/Smith prouvait que les travailleurs avaient le contrôle technique de la production, et qu'il ne leur manquait donc plus que la propriété collective des moyens de production pour réaliser le socialisme. Maintenant, le sabotage ne prouve plus qu'une chose, c'est que toutes les anciennes qualifications du travail vivant lui font face de façon antagonique dans le capital fixe. La lutte contre le patron par les moyens du sabotage ou de l'absentéisme est devenue indissociablement lutte contre le travail. C'est ce qui explique le non-respect de l'outil de travail et l'indiscipline poussée auxquels on a assisté dans la crise du modèle fordiste des années 60-70. A la différence des luddites, les OS s'attaquent aux machines *sur lesquelles ils travaillent*.

3.2 - Dans les années 68'

La crise des années 68' a été amenée par le fait que le capital a principalement recherché l'augmentation de la productivité par l'augmentation des cadences et la dégradation générale des conditions de travail, plutôt que par le franchissement d'un seuil significatif d'automatisation ou par la baisse des salaires, comme il le fera plus tard. Aux Etats-Unis, le terme de *niggermation* a été créé pour désigner les modalités d'augmentation de la productivité : remplacer des travailleurs blancs par un nombre moindre de travailleurs noirs qui feront la même quantité de travail.

3.2.1 - Sabotage

Le sabotage et l'absentéisme sont les formes saillantes de l'indiscipline générale qui règne dans les usines fordisées des années 68. Et pas seulement en Italie, même si c'est là que les travailleurs vont le plus loin. Par exemple chez FIAT, les ouvriers quittent leur poste et se regroupent pour former des cortèges internes qui défilent dans l'atelier, sans préavis ni syndicats. Pour obliger les gens à y participer, ceux qui défilent s'équipent d'une corde avec laquelle ils encerclent ceux qui sont restés à la chaîne et les entraînent ainsi dans le cortège. Il arrive qu'ils forcent les portes entre départements et se répandent dans les ateliers voisins. Les contremaîtres sont totalement impuissants à faire régner la discipline. Il y a aussi des courses de Fenwick dans les allées des ateliers. Après 1973, on verra apparaître des cantines sauvages dans les ateliers proposant des

Quelques précisions sur l'anti-travail

boissons et des journaux aux travailleurs. Dès qu'il y a bagarre, des pièces détachées usinées avec précision servent d'armes et de munitions. Du point de vue des patrons, les ateliers sont devenues ingouvernables.

On connaît bien l'exemple américain de l'usine GM de Lordstown (1972). Construite en 1966 dans une région à l'écart de Détroit, elle est conçue pour éliminer les tâches pénibles. L'entreprise verse de bons salaires, mais impose un cycle de travail de 40 secondes seulement, contre une minute environ habituellement. Fin 1971, après une grève et dans une tentative de rattrapage, la direction licencie 800 ouvriers (sur 8000), mais ne change pas la vitesse de la chaîne. C'est à partir de ce moment que la qualité se dégrade. *La hausse des cadences reste relative, cependant. Martin Glaberman (False Promises, a review, in Liberation, février 1974) signale que le doubling-up est pratiqué à Lordstown : deux ouvriers consécutifs sur la chaîne font successivement le travail l'un de l'autre en plus du leur, de sorte que chacun peut prendre des pauses supplémentaires. Comme l'explique très clairement Ben Hamper (Rivet Head, Tales from the Assembly Line, Fourth Estate, Londres, 1992), qui le pratiqua abondamment dans l'usine de Flint où il a travaillé huit ans à partir de 1978, le doubling up n'est concevable qu'avec l'accord tacite du contremaître. Et il suppose que les temps individuel sont suffisamment larges. Cela ne veut pas dire que les cadences de Lordstown ne sont pas fortement dégradées par rapport à la moyenne de l'époque. Cela veut seulement dire qu'il y a encore une réserve de productivité.* Le sabotage de la qualité se voit dans l'accumulation des voitures à réviser qui s'accumulent dans un parking en bout de chaîne. Il y en a parfois 2000, au point qu'il faut arrêter la production pour désengorger le parking.

Les syndicats sont impuissants face à la montée de l'indiscipline, du sabotage et de l'absentéisme dans les ateliers. Ils courent après le mouvement sans parvenir à l'encadrer. Cela suscite des vocations chez les gauchistes, en France, aux Etats-Unis, en Italie. Il n'obtiendront pas de succès durable, ne parviendront pas à former des « syndicats de sabotage » ou autre organisation stable. Il y a un élément essentiel qui condamne les gauchistes à l'échec : *d'une part les travailleurs sont (relativement) bien payés, et d'autre part ils n'ont aucune envie de réformer leur usine. Face à la dégradation des conditions de travail et à la hausse des cadences, leur exaspération est réelle. Mais elle s'exprime plus par le sabotage et l'absentéisme que par la participation aux comités d'hygiène et de sécurité. Aussi la machine syndicale va-t-elle rejeter ou phagocyter sans peine les candidats « radicaux » à la réforme du syndicat.*

3.2.2 - Absentéisme

L'absentéisme a toujours été un problème pour les capitalistes. Dès que le prolétaire peut se dispenser de travailler, il s'absente du boulot. Selon la conjoncture (plein emploi ou chômage), il peut le faire plus ou moins facilement. Actuellement, on estime que le coût de 1% d'absentéisme à 1,87% de masse salariale dans le secteur privé (1% dans le public). En Italie, l'absentéisme était devenu un problème majeur dans les usines italiennes du début des années 70. A tel point que le président de la République dut en parler dans son discours télévisé du 1^{er} janvier 1973 :

« Les ouvriers aiment travailler et trouvent dans leur fatigue quotidienne l'ivresse de participer au progrès du pays. Et c'est précisément pour rendre hommage à ce désir de travailler qui est général dans le peuple italien que nous devons repousser les tentations laxistes qui se sont manifestées par exemple cette année par certaines pointes inadmissibles d'absentéisme » (Cité par Y. Collonges et P.-G. Randal, *Les autoréductions*, Entremonde ed., p. 33).

Chez Fiat, le taux d'absentéisme est monté à 25% : chaque jour, il manquait un quart du personnel. Que faisaient les absents ? Travaillaient-ils au noir ? Auquel cas, peut-on appeler anti-travail leur absentéisme ? Ou bien se reposaient-ils ? Sans doute un peu des deux. Quoi qu'il en soit, Fiat passe un accord avec les syndicats pour qu'ils luttent contre l'absentéisme en échange d'un droit à

Quelques précisions sur l'anti-travail

l'information sur les projets d'investissement du groupe. Mais les syndicats ne sont pas arrivés à discipliner les travailleurs. L'absentéisme dans les années 68 s'est surtout différencié de l'absentéisme en général par son taux très élevé, ainsi que par ce que j'ai appelé *l'absentéisme de grève*.

On voit apparaître ce type d'absentéisme dès les grèves américaines de 1936-37 dans l'automobile.

Dans le cas des usines de GM à Flint, *les occupations se font sur le modèle militaire. Discipline, entretien du matériel et des locaux, autodéfense, pas d'alcool, pas de femmes, distractions. Une AG par jour. La cuisine de Flint a eu un maximum de 2000 repas à servir. Cela ne donne une idée du nombre d'occupants qu'après avoir pris en compte les nombreux grévistes non occupants qui venaient manger là. En réalité, le nombre d'occupants à Flint Fisher Body n°2 était de 450 le 5 janvier, et de 17 le 26 janvier. « Le problème auquel étaient confrontés les organisateurs n'était pas de convaincre les occupants de partir parce qu'il était difficile de les nourrir ou parce qu'on avait besoin d'eux ailleurs, mais plutôt d'avoir assez d'hommes à l'intérieur pour être capable de tenir les usines » (Sidney Fine : *Sit Down*, Ann Arbor 1969. p. 168). Les permissions sont limitées et un certain nombre d'occupants sont retenus contre leur volonté. Des membres de l'UAW d'autres entreprises viennent participer à l'occupation. On fait paraître dans le journal local des articles expliquant aux femmes que la présence de leurs hommes dans l'usine est absolument indispensable.*

Le message est clair : les ouvriers sont d'accord pour faire grève, mais préfèrent ne pas être à l'usine. Il leur importe peu d'occuper celle-ci et d'entretenir les machines. Ils ne s'identifient pas à leur travail. C'est une réaction que l'on a aussi observé en France en mai-juin 1968. Les usines occupées étaient quasiment désertes. Et quand il a finalement fallu y retourner, cela a parfois donné lieu à des batailles de plusieurs jours comme à Renault Flins (1 mort) ou Peugeot Sochaux (2 morts). (Voir <http://www.hicsalta-communisation.com/bibliotheque/les-greves-en-france-en-mai-juin-1968>)

L'occupation de l'usine Fiat de Mirafiori en mars 1973 contredit-elle ce point de vue ? Rappelons rapidement ce qui s'est passé. On est dans une période de négociations pour le renouvellement des contrats collectifs. Depuis plusieurs mois, les syndicats organisent des grèves tournantes et autres mouvements mineurs, autant pour mettre la pression sur la direction que pour contenir celle qui vient des travailleurs. Mais, pour ce dernier point, ils ratent leur coup puisque c'est lors d'une assemblée d'ouvriers sans syndicalistes, le 23 mars 73, qu'est prise la décision de bloquer la sortie des marchandises à la porte 11 de Mirafiori Nord. Le lundi 26, le plan est appliqué pendant une heure. Le 27, deuxième tentative. Le bruit s'est répandu de l'initiative à la porte 11, et d'autres ouvriers entrent dans le mouvement. De proche en proche, le mouvement s'élargit. Le 29, le blocage des portes de Mirafiori Nord et Sud est complet. Les routes avoisinantes sont aussi barrées, et les ouvriers instaurent un péage pour financer leur lutte. Après le week-end, le blocage reprend le lundi 2 avril, mais les syndicats et la direction négocient un accord en urgence, qui désamorce le conflit. Les ouvriers obtiennent une augmentation de salaire (+16.000 lire), mais d'autres points qui les concernent ne sont pas mentionnés dans l'accord (durée du travail, catégories, réintégration des ouvriers licenciés). Les syndicats gagnent un bon petit fromage, car les ouvriers ont obtenu un droit à congé de formation de 150 heures par an et la formation en question est confiée aux syndicats ! (d'après Paul Ginsborg : *A History of Contemporary Italy 1943-1980*).

Pendant 3 jours, donc, Mirafiori aurait été « occupée ». C'est le mot qu'emploient beaucoup de sources. Mais il n'y a eu aucune prétention autogestionnaire de la part des ouvriers. Leur activité consistait plus à bloquer les flux de marchandises et de travailleurs (car il a aussi fallu empêcher ceux qui voulaient travailler d'entrer) qu'à envisager une reprise de la production, dont il n'a pas été question, pas plus que de l'entretien des machines. Cet épisode de la lutte chez Fiat a été remarquable en particulier par le fait que les ouvriers circulaient dans les ateliers en criant des slogans qui n'avaient pas de sens. Si c'est vrai, peut-on mieux crier son refus de s'identifier au

Quelques précisions sur l'anti-travail

travailleur ? C'est pourquoi il ne faut pas se laisser entraîner dans une fausse direction en parlant d'occupation. Il est plus exact de parler de blocage de l'usine. Et dans ce cas, les ouvriers étaient sans doute en avance sur leur temps.

Cela dit, occupée ou bloquée, l'usine étaient en grève. Y a-t-il eu absentéisme de grève ? Je n'ai pas trouvé beaucoup de données chiffrées sur cet épisode de Mirafiori. Toutes les sources que j'ai utilisées font remarquer que les groupes gauchistes ont été très peu à l'initiative du mouvement, et les syndicats encore moins. Il semble qu'un cortège interne de 10.000 travailleurs s'est formé, puis s'est divisé pour aller bloquer (ou essayer de bloquer) des portails de Mirafiori Nord. Combien sont finalement restés dans ce premier blocage qui, rappelons-le, a duré une heure ? Impossible de le savoir. En tout cas, l'usine comptait à cette époque 60.000 salariés. Où étaient-ils pendant le blocage ?

Conclusion provisoire

L'indiscipline qui a régné dans les usines fordisées des années 68' est difficilement imaginable aujourd'hui. Ni les syndicats ni la maîtrise ne pouvaient la contrôler. Le capital n'y est parvenu qu'en procédant aux investissements et aux délocalisations devant lesquelles il reculait jusque là en raison de leur coût. Mais les usines étaient devenues ingouvernables, les concessions très onéreuses accordées aux ouvriers n'ayant pas suffi à les faire rentrer dans le rang.

Ainsi, chez FIAT au milieu des années 70, les patrons avaient concédé :

- fortes hausses de salaires
- chaque changement de poste discuté entre direction et salarié
- baisse de la durée du travail
- heures payées pour réunion syndicales et formation
- 4 délégués pour 1000 travailleurs
- localisation dans le Sud du pays de tout investissement d'augmentation de capacité
- salaire Sud = salaire Nord

Dans le cas de RENAULT, à la même époque, les concessions étaient les suivantes :

- fortes hausses de salaire
- suppression de salaire au poste
- création d'une nouvelle catégorie « professionnel de fabrication »
- mensualisation générale
- quelques tentatives de réorganisation du travail en groupes semi-autonomes, sans suite

Tout cela finira par des délocalisations. Partout, combinées au chômage qui se développe rapidement à partir de la fin des années 70, elles imposeront la soumission aux ouvriers.

Les méthodes ancestrales des prolétaires pour résister à la pression patronale dans l'atelier sont passées de pro-travail (Pouget) dans le cas des travailleurs qualifiés à anti-travail dans le cas des OS. Le luddisme a été l'une des bases de formation du syndicalisme de métier. Les luttes des ouvriers qualifiés contre l'introduction de l'OST ont participé à la transformation du syndicalisme de métier en syndicalisme d'industrie. Les luttes des OS des années 68' n'ont produit aucune forme nouvelle d'organisation. Mais elles ont modifié le contenu du sabotage, en en retirant toute forme de fierté ouvrière, en pratiquant un je-m'en-foutisme systématique, en ne respectant ni l'outil de travail ni le délégué syndical ni la hiérarchie. Le sabotage, en particulier, a été transformé à la mesure même où le travail se déqualifiait et perdait la maîtrise de ses rythmes et de ses gestes. De pratique raisonnée de travailleurs le plus souvent qualifiés, encadrée syndicalement, venant en appui de revendications

Quelques précisions sur l'anti-travail

principalement salariales, elle est devenue protestation rageuse, destructrice d'ouvriers non qualifiés protestant surtout contre leurs conditions de travail. Ce sabotage des OS s'inscrit dans une indiscipline plus générale qui fait la preuve de la non-identification des ouvriers à leur travail. Les syndicats ne parviennent pas à encadrer ce mouvement d'indiscipline, et l'absentéisme de grève le montre clairement. On a appelé ces pratiques anti-travail autant pour dire le dégoût ressenti vis à vis d'un travail abrutissant et dénué de savoir-faire que pour indiquer qu'aucune organisation ouvrière n'a eu lieu sur la base de ces mouvements de rage et d'indiscipline. L'impossibilité pour les vieilles organisations du mouvement ouvrier de prendre en charge les pratiques de l'anti-travail n'a pas donné lieu à la construction de nouvelles organisations de masse, malgré les efforts des gauchistes dans ce sens. Le terme d'anti-travail exprime aussi que le communisme ne peut plus être envisagé comme une société de travailleurs associés dans une « économie libérée ».

4 - Anti-travail dans le post-fordisme ?

On peut se demander si l'anti-travail et l'indiscipline des années 60-70 ont survécu à la grande vague de restructuration qui a suivi. Dans un texte de 2010, je répondais sans ambages que, après une période de reflux, l'anti-travail était de retour en force. Peut-être faut-il nuancer. Après une période de recul, les patrons ont riposté à l'indiscipline du prolétariat de plusieurs façons : restructuration du procès de travail fordiste, automatisation partielle, délocalisations du fordisme traditionnel vers des pays à bas coût de main d'œuvre. Le point tournant se situe au milieu des années 70.

4.1 - Anti-travail contre le fordisme délocalisé

Les délocalisations ont été une des façons pour le capital de mettre au pas la main d'œuvre indisciplinée des années 60-70. Elles se sont faites en particulier vers l'Asie. Le capital y a trouvé une main-d'œuvre à qui il a pu imposer les méthodes de travail que les ouvriers refusaient en occident. Mais, au bout de quelques années, ces nouveaux OS ont réagi de façon assez proche des précédents. Sauf indications contraires, les exemples qui suivent concernent la Chine.

4.1.1 - Violence, destruction rage: quelques exemples

- Foxconn Chengdu 01/11: Emeute dans le complexe usine/dortoir, comptant 22.000 travailleurs. Les causes sont l'insuffisance des salaires, notamment après délocalisation depuis Shenzhen où le salaire minimum est de 1200 yuan, contre 950 à Chengdu, et les mauvaises conditions de vie dans les dortoirs. Le dortoir où a lieu l'émeute compte 18 étages, 24 chambres par étages, 8 travailleurs par chambre. Or il n'y a pas d'ascenseurs, pas d'eau chaude, l'électricité est déficiente, etc.
- Foxconn Taiyuan 09/12: les dortoirs sont saccagés, les commerces internes au site sont pillés, des voitures sont brûlées en protestations contre la brutalité des personnels de sécurité. Les salaires de base venaient d'être augmentés de 1550 à 1800 yuan par mois.
- Fugang Electronics (Dongguan) 01/13: les cuisines et la cantine sont saccagées par les 1000 ouvriers de l'équipe de nuit parce que les produits sont pourris.

On remarque que ces mouvements se situent en dehors des ateliers. Voici un exemple contraire, mais sans rage ni destruction. Est-ce du sabotage, au sens de ralentissement concerté ?

- Denso (Guangdong) 07/2010. Cette usine de 1000 salariés (surtout des femmes) fabrique des pièces pour l'industrie automobile. Pendant trois jours, les travailleurs sont venus dans les ateliers après avoir pointé, mais n'ont pas rejoint leur poste de travail. Au lieu de cela, ils se sont promenés dans les ateliers, calmement sans faire de dégâts, puis sont partis en pointant à la fin de leur temps de travail. Les admonestations de la direction n'y ont rien pu. Le troisième

Quelques précisions sur l'anti-travail

jour, la direction concédait une augmentation importante.

4.1.2 - *Turnover* en augmentation (de 10 à 25%)

4.1.3 - *Assassinats* de patrons (Tonghua Steel (2009))

Au cours de manifestations contre l'entrée d'un groupe privé dans le capital de cette aciérie, un groupe de travailleurs s'en prend au grand patron et le bat à mort. La privatisation de Tonghua est annulée.

4.1.4 - *Sleep-in*: Jalon Electronics 06/10. Une hausse des salaires, le 1^o juin, est suivie d'une hausse des cadences, le 3 juin, alors que l'ancienne cadence était déjà impossible à tenir. La réaction des travailleurs, épuisés, est de dormir collectivement à leur poste de travail.

4.1.5 - *Indiscipline*:

- Vagues de grève dans la ZES de Dalian en 2005. Commentaire d'un journal patronal : « Bien que les travailleurs n'aient pas de leaders manifestes, ils développent une stratégie d'organisation sans chef. Comme les travailleurs ont des intérêts largement partagés et le sentiment de souffrances partagées, ils réagissent à des signes subtils. Des travailleurs ont expliqué que, quand ils sont mécontents, il suffit que quelques-uns se lèvent et crient "Grève !" pour que tous les ouvriers de la chaîne se dressent comme pour une ovation et arrêtent le travail ».
- Siemens 2012 : 4 ouvriers licenciés pour absentéisme. L'usine se met en grève. La direction menace de compter le temps de grève comme absence. Les ouvriers bloquent l'usine.

Tout ça fait un peu penser à l'Italie des 70. Le transfert en Chine des conditions de travail prévalentes en Occident dans les 70 fait apparaître des réactions similaires à celles des OS occidentaux. Mais on reste quand même assez loin d'une ambiance à l'italienne. Les luttes citées restent isolées le plus souvent, et ne s'attaquent pas directement au système productif, n'ont en général pas lieu dans l'atelier. Dans les années les plus récentes, les luttes se sont beaucoup multipliées, mais restent plus souvent au niveau de la revendication et de la négociation. Cela est à relier à la récession, qui ferme de nombreuses usines et fait apparaître le chômage. Il faut sans doute aussi invoquer les demandes de représentation syndicale, avec l'ACFTU (centrale syndicale contrôlée par l'Etat) ou sans elle. Cela ne va pas dans le sens de l'anti-travail. Un indice du degré d'acceptation et de désespoir chez les prolétaires chinois est la multiplication des suicides ou menaces de suicide pour obtenir satisfaction, en particulier sur le paiement des arriérés de salaires. Dans le cas des usines chinoises, on peut donc dire que l'anti-travail propre aux OS du système fordiste existe mais reste limité et fragmenté.

4.1.6 - *Pas d'autogestion* dans les usines abandonnées par les patrons, qui sont pourtant souvent de faible composition organique (textile, jouet...)

4.1.7 - Le cas du *Banladesh*

En 2010, j'ai cité le cas des révoltes ouvrières au Bangladesh comme un cas d'anti-travail. En effet, dans ce pays où le chômage est important, on voit des ouvriers manifester contre leurs patrons (le plus souvent pour des questions de salaire) et brûler ou détruire des usines. Je concluais en soulignant « le caractère fortement paradoxal de ces mouvements qui *défendent* la condition salariale en *détruisant* les moyens de production ». Ce point de vue a été critiqué par Red Marriot dans un commentaire sur Libcom. Pour lui, le terme d'anti-travail devrait être réservé aux révoltes des années 60-70, De plus, le contenu revendicatif des luttes des ouvrières de Dacca interdirait de parler d'anti-travail.

Quelques précisions sur l'anti-travail

Notons en premier lieu que les méthodes de lutte dans le secteur textile du Bangladesh n'ont pas changé. Quelques exemples :

- Mai 2010, de nombreuses barrages de routes et manifestations ont lieu pour soutenir une revendication salariale. Au moins 8 usines sont vandalisées.
- Juillet 2010, une usine est vandalisée par les travailleurs pour obtenir le départ de sept cadres, y compris le patron, pour cause de mauvais comportement envers les ouvriers, et notamment envers les ouvrières.
- Octobre 2010 : le gouvernement crée une police industrielle spécialisée dans le maintien de l'ordre dans les quartiers ouvriers et dans les ZES de Dacca, Chittatong, Gazipur, etc. Il semble que ça explique une période de calme jusqu'en mai 2012.
- Mai 2012 : Dans une usine du groupe Hameem, une rumeur se répand qu'un travailleur qui a été réprimandé pour avoir utilisé son téléphone pendant le travail a été mis en prison, torturé et tué. Les travailleurs se rassemblent dans l'usine. La police spéciale intervient et il s'ensuit une bataille rangée, des barrages routiers, un incendie dans l'usine, la grèves dans les usines voisines, etc.
- Juin 2012 : les grèves et les manifs se succèdent à Narayanganj et Ashulia, pour des augmentations de salaire. Dix usines sont attaquées. Lockout massif (300 usines). Mais le 17 juin, des milliers de travailleurs d'Ashulia demandent la réouverture des usines.
- Novembre 2013 : après plusieurs semaines de grèves et de manifs pour obtenir une augmentation de salaire, les travailleurs se retrouvent lockoutés. La police a dû intervenir pour empêcher les travailleurs de saccager les usines.
- Juin 2014 : Les ouvriers de Dynamic Sweater Industries, à Savar, sont malmenés après avoir demandé une augmentation de salaire. Ils saccagent deux étages de l'usine, volent du mobilier et des caméras de surveillance.

Dans toutes ces luttes, il est frappant de voir la réactivité des travailleurs des usines non concernées par le conflit initial. Cette solidarité presque instantanée est aussi le signe d'une grande indiscipline dans l'ensemble de la classe ouvrière du Bangladesh. D'autre part, on voit l'importance de la question salariale. Les ouvriers demandent constamment des augmentations de salaire (et même la réouverture des usines). Mais cela n'empêche pas que leurs méthodes de lutte vont jusqu'à détruire des moyens de production, ce qui en dit long sur l'idée qu'ils se font de leur travail. Il n'y a pas de « respect de l'outil de travail », ni de discours politico-révolutionnaire. Les luttes restent à ras de leurs préoccupations immédiates. Malgré cela, leurs méthodes, leur contenu concret, tient le discours de l'anti-travail.

Red Marriot s'arrête au fait que les travailleurs demandent des augmentations de salaires pour, probablement, considérer leurs luttes comme non révolutionnaires. Il n'a pas tort sur ce point, mais là n'est pas la question. L'anti-travail n'est pas la révolution, ni son commencement, ni son modèle. C'est une forme de lutte qui indique que la révolution n'aura pas pour contenu de faire accéder la classe du travail à une situation hégémonique à la place de la bourgeoisie. Et qui l'indique dans le cadre des formes actuelles de la lutte des travailleurs non qualifiés. Les pratiques anti-travail s'inscrivent dans le cours quotidien de la lutte des classes. En tant que telles, elles n'ont pas de potentiel révolutionnaire. Elles ne sont qu'une indication du contenu de la contradiction prolétariat/capital. Dans un moment insurrectionnel intense et relativement généralisé, le sabotage de la production, l'absentéisme d'usine ou de grève, l'indiscipline par rapport aux patrons et aux syndicats seront-ils encore à l'ordre du jour ? C'est douteux.

Une des raisons pour lesquelles, selon mon contradicteur, on ne peut pas mettre la révolte des OS des années 60-70 et les luttes du Bangladesh dans la même catégorie est que les OS auraient eu les salaires les plus élevés de l'époque, surtout dans l'automobile, tandis que les salaires du Bangladesh seraient les plus bas du monde (c'est sans doute vrai). La comparaison est bancale. Car, au

Quelques précisions sur l'anti-travail

Bangladesh, les emplois dans le secteur textile sont recherchés, ce qui veut dire que, relativement parlant, les salaires n'y sont pas si mauvais en comparaison d'autres sources de revenu possibles. D'autre part, RM me reproche de ne pas tenir compte des différences de société (industrielle développée ou sous-développée), de contexte (sous emploi massif, pauvreté...), etc. Mais ce n'est pas ce qui nous concerne ici. Quand le capital transfère en Asie le taylorisme et le fordisme, il le fait pour exploiter cette différence entre les conditions sociales de départ et d'arrivée. Il va où il peut trouver une main d'œuvre bon marché et abondante. Ce qui nous concerne ici, c'est uniquement les modalités d'exploitation du travail qu'il propose et impose à cette nouvelle classe ouvrière. Celle-ci a besoin de travail, et elle accepte les conditions du capital. Elle est alors prise dans une forme de la contradiction prolétariat/capital qui l'amène nécessairement à redécouvrir les méthodes de luttes de ceux qui l'ont précédée en occident. Je ne tiens pas compte des différences sociétales entre l'Italie de 1970 et le Bangladesh de 2010 parce que je veux suivre les effets du taylorisme/fordisme dans sa translation géographique. Mais il est sûr que si on voulait considérer dans leur ensemble les sociétés où le fordisme traditionnel s'est implanté après 1980, et notamment dans la perspective d'un processus révolutionnaire, il y aurait beaucoup à dire. J'ai essayé de le faire, de façon simplifiée, dans mon étude sur la Chine (<http://www.hicsalta-communisation.com/bibliotheque/luttes-de-classes-en-chine-dans-lerc-des-reformes-1978-2009>)

4.1.8 - Transports en commun

On assiste depuis quelques années à des révoltes massives contre les mauvaises conditions imposées aux prolétaires dans les transports en commun qui relient lieu de résidence et lieu de travail. Quelques exemples :

- Pretoria, mai 2005 : Une grève des chauffeurs empêchent les travailleurs de rentrer chez eux en fin de journée . Six bus sont brûlés. Un accord pour la reprise partielle du service est signé à 21 heures.
- Buenos Aires, mai 2007 : Les retards répétés des trains de banlieue entraînent une émeute dans la gare Constitution, qui est saccagée, partiellement incendiée. Les commerces sont pillés.
- Bogota, mars 2012 : la ville s'est dotée d'un réseau modèle de bus articulés en site propre. Une modeste protestation, surtout d'étudiants bientôt rejoints par des loubards, contre la hausse des tarifs, l'entassement des passagers et les retards, tourne à l'émeute. Cinq stations sont saccagées, guichets pillés, vitres brisées, caméras de surveillance volées.
- Mumbai, janvier 2015 : des retards répétés entraînent une protestations des passagers. Bagarres avec le personnel. Saccage de guichets, pillage de machines à billets (argent et tickets). Véhicules brûlés, dix trains endommagés. Environ 12,000 personnes sont impliquées dans au moins deux gares de banlieue.
- Johannesburg, juillet 2015 : les retards des trains provoquent une émeute : deux trains et une gare incendiés

Dans mon texte de 2010, j'ai considéré que ces révoltes faisaient partie de l'anti-travail. En effet, le temps de transport est du temps de travail non payé. D'autre part, les transports en commun sont le trait d'union entre les banlieues et les usines ou bureaux et on ne voit pas pourquoi ils seraient préservés de la rage des prolétaires quand les banlieues et les lieux de travail ne le sont pas. Enfin parce que l'entassement des prolétaires dans les rames est un moment bi-quotidien d'humiliation. Tels étaient mes arguments pour faire des révoltes contre les transports en commun une forme d'anti-travail. Il aurait été plus logique d'en faire une transition vers des pratiques *anti-prolétariat* que j'évoquais pourtant un peu plus loin dans le texte. Car ces révoltes prennent place en dehors de l'atelier. Mais comme dans l'anti-travail proprement dit, elles détruisent un élément nécessaire à la reproduction du prolétariat. Dans leurs gares de banlieue, les prolétaires demandent des transports

Quelques précisions sur l'anti-travail

qui fonctionnent convenablement, mais détruisent les bâtiments et les trains. C'est le même paradoxe que dans le cas du Bangladesh par exemple, mais concernant ici un moment extra-travail de la reproduction du prolétariat. En récusant la navette entre travail et domicile, le prolétariat s'attaque à ce dont il a besoin pour vivre comme prolétaire. Au-delà de l'exaspération bien compréhensible, il faut voir dans ces pratiques, qui ne font qu'aggraver la situation des prolétaires, le même indice que dans l'anti-travail proprement dit, à savoir l'indice de la possibilité et de la nécessité de l'auto-négation du prolétariat pour dépasser la contradiction sociale du capitalisme. De même que l'anti-travail annonce que le prolétariat ne fera pas la révolution ouvrière telle que le programme prolétarien l'avait prévue, de même les pratiques anti-prolétariat annoncent que cette révolution ne se fera pas comme affirmation de la culture prolétarienne, mais comme sa destruction. Par culture prolétarienne, je désigne toutes les formes de vie et de pensée qui font la reproduction du prolétariat dans la société capitaliste. Les révoltes de 2005 dans les banlieues françaises sont une pratique anti-prolétariat, de même que les destructions par les prolétaires de leurs propres quartiers, comme dans les émeutes de ghetto.

4.2 - Anti-travail dans les pays industrialisés.

Dans les pays industrialisés, la mise au pas du prolétariat s'est faite par le chômage et par la transformation post-fordiste du procès de travail immédiat. En ce qui concerne cette dernière, le modèle productif de Toyota a été considéré comme un modèle parfait liant une recherche impitoyable de gains de productivité et l'association des travailleurs à l'amélioration continue des méthodes de production (groupes de qualité). C'est en réalité une façon pour le patron de capter les derniers trucs personnels qu'avaient les OS pour récupérer quelques secondes sur un cycle de travail déjà très court (voir Tommaso Pardi : *Redefining the Toyota Production System - The European side of the system*, Gerpisa, 2007). On est en présence d'un nouveau degré dans la dépossession des travailleurs. Bien que très peu qualifiés, ceux-ci avaient, dans le fordisme classique, des trucs pour gagner du temps et pouvoir se reposer. La mise des travailleurs en équipes chargées d'une tâche collective plus large que celle de l'ancien OS, la polyvalence que cela suppose entre les travailleurs de l'équipe (ce qui est différent d'une soi-disant recomposition du travail), la contrainte à l'amélioration continue des processus de travail, la surveillance étroite des travailleurs entre eux et par le chef d'équipe, des chefs d'équipe par les chefs de groupe, etc. font que, dès qu'ils sont repérés, ces trucs sont maintenant intégrés dans la définition du poste de travail, et les quelques secondes sont récupérées par le patron. T. Pardi décrit aussi la façon dont le management par le stress consiste à donner des ordres contradictoires et à laisser le travailleur se débrouiller. Par exemple, s'il a un problème à son poste de travail, il peut l'ignorer et laisser passer une pièce de mauvaise qualité. C'est contraire à l'exigence de qualité constante et le défaut sera tracé jusqu'à son poste. Il sera donc sanctionné. Il peut aussi tirer sur un cordon et arrêter la chaîne pour demander qu'on lui résolve son problème. Mais c'est mal vu. Le taux de fonctionnement de la chaîne s'affiche en continu dans l'atelier, et tout le monde peut le voir. Dès qu'il tombe en dessous de 95 ou 90%, chacun sait qu'il y aura des heures supplémentaires obligatoires. Arrêter la chaîne n'est donc pas une bonne façon de se faire des amis. Conclusion : débrouillez-vous pour ne pas avoir de problème...

En substance, le post-fordisme est un fordisme qui corrige ses imperfections pour lutter contre les dernières traces de cette flânerie qui avait au départ provoqué la démarche de Taylor. Je ne connais pas d'exemple de luttes dans l'atelier qui s'oppose spécifiquement à ces formes de subordination. Il y en a probablement, sans doute restent-elles à un niveau très limité, d'autant que les progrès de l'informatique resserrent continuellement la surveillance des travailleurs. Une étude des Angry Workers of the World sur Amazon en Pologne et en Allemagne (<https://angryworkersworld.wordpress.com/2015/12/20/welcome-to-the-jungle-working-and-struggling-in-amazon-warehouses/>) fait état de luttes pour le renouvellement de contrats temporaires. Les travailleurs auraient deux fois ralenti le travail, malgré l'étroit contrôle numérique de leur activité.

Quelques précisions sur l'anti-travail

Cela reste très limité. Le problème des sociétés comme Amazon est de toujours gagner en rapidité. Selon AAW, les robots sont encore trop chers. Ce qui nous met dans une situation comme à l'époque du fordisme des années 68 : l'investissement en capital fixe est trop onéreux, donc les gains de productivité se font par augmentation des cadences - avec cette différence importante que le chômage est maintenant massif, et fait reculer le point où la situation explosera. Car pour l'instant, le modèle tient grâce à un turnover très élevé, et grâce à la vaste armée de réserve disponible. Au moment des pics d'activité, Amazon Pologne et Allemagne va chercher ses travailleurs jusqu'en Espagne et au Portugal.

Conclusion

J'ai dit plus haut qu'il fallait nuancer mon propos de 2010. Il me semble qu'il faut souligner au moins trois éléments :

D'une part, l'anti-travail est à distinguer du refus ordinaire du travail. Ce dernier s'inscrit dans la résistance quotidienne des prolétaires à toutes les époques. Il fait partie des moyens de sa survie face à l'ennui et à l'épuisement du travail pour un patron. Le prolétaire préfère travailler moins, voire pas du tout, chaque fois que c'est possible. Cela est l'effet de l'extériorité du travail salarié par rapport au travailleur. Le refus du travail existe aujourd'hui de façon massive et, dans les pays centraux, le *welfare* lui vient en aide. Compte tenu du caractère massif du chômage et des conditions très dures du travail post-fordiste, le turnover des prolétaires entre chômage (indemnisé, même mal) et travail (intenable à long terme) est une bonne chose pour le capital. D'ailleurs, même les capitalistes les plus conservateurs se mettent à réfléchir à la mise en place d'un revenu universel. Sans doute les économistes se demandent-ils à quel niveau de misère il faudrait placer ce salaire universel pour que la pression du chômage continue à forcer les prolétaires à travailler chez Amazon et autres exploiters post-fordistes. En attendant, ne pas vouloir travailler et préférer vivre à la marge quand on peut est un comportement normal de prolétaire, mais qui n'est pas spécialement critique de la société actuelle.

D'autre part, la mise en perspective historique de certaines pratiques de luttes dans l'atelier, telles que le sabotage, l'absentéisme et l'indiscipline en général, fait apparaître une transformation du contenu de ces pratiques de pro- en anti-travail. Il faut périodiser l'histoire du sabotage, qui n'a pas toujours été anti-travail. Quand il est parvenu à un certain degré de déqualification, le travail va jusqu'à s'opposer à lui-même quand il s'oppose au capital, y compris dans ses luttes quotidiennes. Le sabotage devient irrespectueux des moyens de production, et détruit ce qui permettait aux saboteurs de travailler. Pouget n'en arrivait pas là. Il baignait dans une culture ouvrière que l'anti-travail, en s'élargissant à l'anti-prolétariat, rejette tout autant que le travail. Il faut reconsidérer les pratiques anciennes, apparemment très radicales, du point de vue du dépassement du mouvement ouvrier traditionnel. Pouget et Lafargue sont des exemples d'auteurs encore fréquemment cités par des commentateurs qui, par ailleurs, revendiquent l'auto-négation du prolétariat et le dépassement du travail. Ce n'est pas cohérent.

Enfin, l'anti-travail est-il revenu en grand dans les années récentes ? Les observations ci-dessus font apparaître que, à quelques exceptions près, les luttes qu'on peut qualifier d'anti-travail dans la période récente prennent place en dehors de l'atelier proprement dit. Dans le cas du fordisme traditionnel transféré dans les PVD ou dans les pays émergents, quand les luttes s'attaquent aux moyens de travail, c'est de l'extérieur, comme au Bangladesh. En Chine, les destructions portent plus souvent sur les cantines et dortoirs que sur les ateliers. Force est donc de constater que les luttes anti-travail ne se sont pas développées dans les ateliers en une vague comparable à ce qui s'est passé en occident dans les années 60-70. Dans les pays industrialisés, les ateliers sont calmes. Le contrôle resserré des travailleurs par la numérisation et le poids du chômage ont jusqu'ici prévenu toute remise en cause du travail. Dans ces conditions, on peut avancer qu'un mouvement

Quelques précisions sur l'anti-travail

prolétarien qui remettra sérieusement en cause les conditions actuelles de la reproduction du rapport prolétariat/capital sera en même temps anti-travail et anti-chômage. Pour s'attaquer au travail auquel il est contraint, le prolétariat devra en même temps récuser que le chômage est un obstacle infranchissable. Et surtout, ce mouvement englobera dans son maelstrom le cœur de l'exploitation capitaliste, à savoir les usines et les bureaux des pays centraux. L'entrée des travailleurs productifs dans une phase de lutte généralisée, voire insurrectionnelle, montrera probablement que l'anti-travail des OS des années 68 n'était qu'une première esquisse.

B.A.

Décembre 2016